

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOG ALSACE

Rue de la Grosne
BP 2039
71020 Mâcon

Références : UID4243-EAR-025-387
Code AIOT : 0006114376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement LOG ALSACE implanté ZAC des Plaines 42450 Sury-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOG ALSACE
- ZAC des Plaines 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006114376

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOG ALSACE est spécialisée en logistique. Elle dispose sur le site de SURY LE COMTAL d'un entrepôt de 7 cellules d'un peu moins de 6000m² chacune.

Elle travaille pour divers clients : SNF, IPACKCHEM, THERMAL CERAMIC, URGO, PASQUIER et MAISON DU CAFE.

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative au titre des ICPE | Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Matières dangereuses et chimiquement incompatibles | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Conditions de stockage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Eclairage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Moyens de | Arrêté Ministériel du | Demande d'action corrective | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| | lutte contre l'incendie | 11/04/2017, article Point 13 | | |
| 12 | Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 7 | Interdictions de stockage de certains liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 | Sans objet |
| 11 | Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 | Sans objet |
| 13 | Effets thermiques sur les tiers (A et E) | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu.

La gestion est sérieuse mais les risques dus à la présence de certains produits chimiques ne semblent pas totalement pris en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers |
| Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts |

| |
|---|
| exclusivement frigorifiques |
| <p>Constats :</p> <p>Le site est composé de 7 cellules de stockage contiguës. Elles forment un seul et unique IPD d'un volume de 490 495 m³. Il n'y a pas d'autres IPD sur site, la notion de groupe d'IPD n'a donc pas lieu d'être. Cet IPD contenait, le jour de l'inspection, plus de 500t de matières combustibles. Les quantités de matières combustibles présentes étaient les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3968 t classées en 1510, • 520m³ classés en 2662, • 19754 m³ classés en 2663. <p>Ainsi, même en enlevant le plus gros contributeur, le site reste classable sous une autre rubrique. Il ne peut donc pas être classé sous une seule et unique rubrique. Il n'y a pas de cellules frigorifiques sur cet établissement. Dans ces conditions, le site est donc à classer en 1510. Au vu des quantités de matières combustibles présentes (>500t) et du volume des bâtiments de stockage, ce site relève de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. Les palettes bois stockées à l'intérieur du bâtiment ne sont pas prises en compte dans l'état des stocks. Ce point devra être corrigé sous 3 mois. Le stock n'est pas très important mais présente toutefois un pouvoir calorifique dont il faut tenir compte afin d'avoir les informations les plus complètes possibles à fournir au SDIS, en cas de nécessité. Les matières classées sous les rubriques 2662 et 2663 ne sont comptabilisées qu'en volume. Il serait judicieux de connaître également la masse de matière combustible que cela représente. Cette donnée devra être disponible sous 3 mois. Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site restent applicables auxquelles s'ajoutent les prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 applicables aux installations existantes.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à compléter son état des stocks afin de faire apparaître sous trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le stockage de palettes à l'intérieur de bâtiment • le tonnage des matières comptabilisées sous les rubriques 2662 et 2663. <p>Un extrait de l'état des stocks ainsi amendé sera transmis à l'inspection sous 3 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I. |
| Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks. |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non</p> |

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'exploitant suit son état des stocks en temps réel. Il est disponible même sans accès au site ou sans électricité, sur simple requête informatique. Il permet la différenciation entre les produits et entre les cellules.

L'exploitant dispose de FDS sur site. Il a pu être constaté une divergence entre les FDS présentées et les produits stockés, notamment en ce qui concerne les pictogrammes de danger, comme par exemple sur les produits suivants:

- UN 2531 : étiquetage tête de mort, alors que la FDS « correspondante » ne comporte pas ce pictogramme.
- N Vinylpyrrolidone : étiquetage tête de mort, alors que la FDS correspondante ne comporte pas ce pictogramme.

En fait, l'exploitant dispose de FDS qui correspondent à un produit du même type mais pas du même fournisseur. Les FDS des produits réceptionnés ne sont donc pas présentes sur site.

L'exploitant ne paraît pas sensibilisé aux précautions d'emplois ou risques engendrés par les produits présents.

L'exploitant ne fait pas de différence entre les produits stockés, aucune précaution particulière n'a été évoquée en cas de déversement accidentel. Par sondage, les FDS des trois produits les plus présents ont été consultées:

- la FDS de l'acide sulfamique préconise en cas de déversement majeur de vider la zone de son personnel, de se déplacer contre le vent, de porter une protection complète du corps avec un appareil respiratoire. Ces mesures ne semblent pas connues de l'exploitant. Selon l'état des stocks présentés ce jour, le site dispose de 142 GRV de ce produit.
- la FDS du FLOCRYL ATBS 50 mentionne la possible formation d'acide cyanhydrique en cas de décomposition thermique. L'exploitant mentionne l'existence d'une étude de fumées toxiques dans le dossier de demande d'autorisation. Après avoir repris cette étude, les flux modélisés prennent en compte la présence de polyuréthane et de polyamide mais

apparemment pas de ces produits chimiques particuliers. L'état des stocks mentionne la présence de 323 GRV de ce produit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à disposer des bonnes FDS et non de FDS de produits similaires. Toute réception de produit sans la FDS exacte (fournisseur, nom du produit, correspondance des pictogrammes...) devra être refusée et le produit retourné à l'expéditeur.

L'exploitant assurera la formation de son personnel aux risques particuliers des produits stockés. Ces formations seront tracées, et la liste des participants conservée.

Les conditions de stockage des produits devront être prises en considération.

L'exploitant devra être en capacité de fournir les EPI nécessaires, dans le cas contraire les produits chimiques ne devront pas être réceptionnés sur site.

L'exploitant est invité sous trois mois à vérifier la pertinence de la modélisation des fumées toxiques au regard des produits chimiques stockés. À la réception de cette vérification et dans le cas où la présence de ces produits remettrait en cause la modélisation de fumées toxiques, lesdits produits seront évacués du site sous 1 mois. Les éléments de vérification seront transmis à l'inspection dès réception et en tout état de cause sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec

| |
|--|
| eux à l'avance ; |
| <p>Constats :</p> <p>Les différenciations effectuées dans l'état des stocks de l'exploitant sont intelligibles par les pouvoirs publics.</p> <p>Les produits stockés sur site ne relèvent pas d'un classement suivant les rubriques 4XXX.</p> <p>La vérification a été menée avec l'établissement SEVESO pour lequel la société LOG ALSACE effectue le stockage de matières chimiques.</p> <p>Cependant, au regard de certaines informations disponibles dans les FDS, il apparaît nécessaire que l'exploitant soit en capacité d'établir une liste des produits ayant des propriétés particulières en cas d'incendie comme:</p> <ul style="list-style-type: none"> • susceptibles d'émettre des fumées toxiques (HCN, HCl..) qui diffèrent des produits de combustions habituels (CO2, NOx...) • pouvant conduire à une rupture violente des containers rigides... <p>Cette liste est non exhaustive et correspond aux dangers particuliers repérés dans quelques FDS par sondage. Cette liste sera complétée à la lecture attentive et exhaustive des FDS.</p> <p>Les compléments apportés permettront aux services d'incendie et de secours d'intervenir en toute connaissance de cause.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'état des stocks sera modifié sous trois mois, afin de faire apparaître les différentes quantités de produits qui en cas d'incendie sont susceptibles d'aggraver les conséquences de l'évènement.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La typologie de classement des matières, choisie par l'exploitant est pertinente:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1510, • 2663, |

- 2662.

Il conviendra toutefois de faire apparaître comme mentionné au constat 1:

- les quantités de bois présentes dans le logiciel de suivi.
- Les tonnages en 2663 et 2662 devront également être précisés pour disposer d'éléments pertinents en cas d'incendie sur site.
- Les quantités de matières présentes qui en cas d'incendie sont susceptibles d'aggraver les conséquences de l'évènement.

Ces corrections devront être effectives sous trois mois.

Modulo les remarques portées ci-dessus, l'état des stocks est compréhensible par le grand public.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

l'exploitant est invité à compléter son état des stocks afin de faire apparaître les éléments suivants :

- les quantités de bois présentes.
- Les tonnages en 2663 et 2662 devront également être précisés pour disposer d'éléments pertinents en cas d'incendie sur site.
- Les quantités de matières présentes qui en cas d'incendie sont susceptibles d'aggraver les conséquences de l'évènement.

Ces corrections devront être effectives sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Selon l'exploitant, il ne dispose pas de matières incompatibles sur site.

Vérification réalisée par sondage:

Concernant le produit FLOCRYL ATBS 50 il est mentionné dans la FDS:

"Ne pas stocker ensemble avec des produits oxydants et auto-inflammables. Eviter les acides, les bases, les agents oxydants, les agents réducteurs, les initiateurs qui peuvent provoquer la polymérisation."

L'exploitant n'a pas identifié d'incompatibilité de stockage avec d'autres produits, alors qu'il dispose d'acides sur site.

L'exploitant semble en méconnaissance des risques générés par les produits présents.

Il paraît important de s'approprier de façon plus fine les FDS, et d'en tirer une organisation de stockage adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à s'approprier de façon plus fine les FDS, et d'en tirer une organisation de stockage adaptée.

L'analyse complète du stockage de la partie SNF du site devra être effective sous un mois. Les incompatibilités de stockages seront identifiées clairement et le stockage réorganisé pour éviter tout mélange incompatible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

| |
|---|
| <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne stocke pas de liquides inflammables dans son entrepôt.</p> <p>Les conditions de stockages sont respectées sauf en ce qui concerne la distance entre le bas de l'écran de cantonnement et le point le plus près du stockage.</p> <p>L'arrêté préfectoral prévoit en son article 7.2.5.1:</p> <p><i>"La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1m. Le niveau haut du stockage est au moins à 0.5m au dessous du niveau bas des écrans."</i></p> <p>Il a pu être constaté des stockages dont le point haut était plus haut que les écrans de cantonnement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à organiser son stockage de façon à respecter les distances d'éloignement vis à vis des écrans de cantonnement sous trois mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre</p> |

| |
|---|
| <p>l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant affirme ne pas avoir de produit inflammable sur site. Le contrôle a porté par sondage sur la vérification de deux FDS pour l'alcool tridecylique présent sous 4 appellations dans l'état des stocks. Les FDS de ces produits ne font pas apparaître de caractère inflammable pour ces produits. Il n'a pas été constaté la présence de produits avec le pictogramme inflammable ou la phrase de risque H 224 dans les allées contrôlées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Eclairage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'entrepôt est éclairé par des LEDS. Certains éclairages ont manifestement été heurtés par des chariots élévateurs, car il a pu être constaté des déformations. Ils sont éloignés des stockages (milieu de travées) et ne présentent pas de risques d'échauffement des matières entreposées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à réaliser une opération de sensibilisation aux risques des manœuvres en hauteur réalisées à l'aide des chariots.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Détection incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs systèmes pour assurer la détection incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • des détecteurs de fumées ponctuels, dans les zones de stockage • des détecteurs de fumées par faisceaux dans les zones de préparation • un système de sprinklage dans l'ensemble des cellules de stockages. <p>Les notices de ces appareils ne précisent pas l'adéquation des détecteurs avec les matières présentes. Bien que ces équipements soient des standards en entrepôts, l'exploitant est invité à se rapprocher de son fournisseur afin d'obtenir des justificatifs de cette adéquation.</p> <p>L'installation a été conçue suivant le référentiel ASAP, avec un certificat à l'installation, mais sans faire l'objet de certifications périodiques.</p> <p>La fermeture des portes coupe-feu est asservie aux détecteurs en place. A noter que le déclenchement du sprinklage ne semble pas entraîner la fermeture de ces portes. Il semblerait judicieux d'asservir également la fermeture des portes coupe-feu au déclenchement du sprinklage, afin de prévenir tout défaillance de la centrale incendie notamment.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à se rapprocher de son fournisseur afin d'obtenir des justificatifs de l'adéquation entre les détecteurs en place et les matières présentes sous 3 mois. Ces éléments obtenus seront joints au Plan de défense incendie.</p> <p>L'asservissement de la fermeture des portes coupe-feu au déclenchement du sprinklage sera</p> |

| |
|--|
| étudié sous 3 mois, et la réalisation effective sous 6 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le</p> |

domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'exploitant dispose sur son site de:

- 229 extincteurs, dont le dernier contrôle réalisé par ISOGARDE EUROFEU remonte au 12 décembre 2024.
- 101 RIA, dont le dernier contrôle réalisé par AXIMA remonte au 7 janvier 2025.
- 8 poteaux incendie privé alimentés par le réseau d'eau brute de la zone. Des tests de débit en simultané ont été réalisés le 10/10/2025 par VEOLIA. les débits mesurés sont conformes à l'attendu.
- un sprinklage, dont le dernier contrôle semestriel remonte au 28 mai 2025.

Les remarques sont conservées dans un registre de suivi des contrôles et les actions menées pour remédier aux écarts sont tracées.

Contrôlés par sondage sur site, aucun écart n'a pu être constaté quant à la fréquence de contrôle des extincteurs et des RIA.

L'exploitant réalise des exercices incendie, le dernier en date remonte au 23 octobre 2025. Les exercices se cantonnent à l'évacuation du personnel et leur mise en sécurité. Il paraît nécessaire de réaliser des exercices plus poussés et de former le personnel au maniement des RIA. Il est dommage de disposer d'autant de RIA pour ne pas les mettre en œuvre en cas de besoin.

L'exploitant a passé commande auprès de SOCOTEC pour la réalisation d'un exercice plus poussé en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera des exercices incendie de mise en situation plus poussés que ceux actuellement réalisés.

Le maniement des RIA sera intégré dans la formation des personnels susceptibles d'intervenir de façon réactive sur un début d'incendie non maîtrisable avec un extincteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie |
| Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> |
| Constats : <p>Le besoin en eau du site a été estimé à 270 m³/h pendant 2 heures. Il est largement couvert par les moyens présents sur site, décrits dans le point de contrôle précédent.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie |
| Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou</p> |

dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant a rédigé un plan de défense incendie pour son site :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie sont présents.
- l'organisation de la première intervention n'est pas vraiment présente seule l'organisation de l'évacuation est décrite;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées (télésurveillance H24) sont précisées.
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement n'est pas développée. Le personnel formé au maniement des extincteurs n'est pas valorisé. Aucune

| |
|---|
| <p><u>personne n'a été formée au maniement des RIA :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu sont disponibles; - le plan des réseaux est disponible ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule est présent, à noter qu'il n'y a pas de vannes de barrage mais un poste de relevage. Le rejet est automatiquement arrêté en cas de déclenchement d'alarme incendie. <u>Il a pu être constaté des incohérences entre les dires de l'exploitant et les informations présentes dans le PDI notamment en ce qui concerne la présence de vannes martellières;</u> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, est fourni; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 est disponible mais <u>le plan est trop petit et non légendé pour paraître pleinement opérationnel ;</u> - <u>la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, n'est pas disponible;</u> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour n'ont pas été transmis aux services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à corriger son plan de défense incendie en fonction des remarques formulées ci-dessus sous trois mois. Une fois corrigée, le document devra être transmis au SDIS.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 13 : Effets thermiques sur les tiers (A et E)

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers</p> |

de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'exploitant dispose de modélisations FLUMILOG.

Quelques soient les configurations de stockage (tout en 2663 ou tout en 1510), les flux de 8 et 5 kW/m² ne sont pas atteints sauf en façade Nord est, mais restent confinés dans les limites du site.

Seuls les flux de 3kW/m² sortent légèrement du site pour une configuration en 1510.

Les conditions de stockages et leur effets thermiques sur les tiers sont conformes à la réglementation actuelle.

Type de suites proposées : Sans suite